



**COLLECTIVITÉ DE SAINT-BARTHÉLEMY**

Direction des Services Techniques

Tél : 05.90.29.80.37 – Fax : 05.90.29.87.77

**Monsieur Jean-Ludovic SILICANI**  
**Président de l'ARCEP**  
**7, Square Max Hymans**  
**75730 PARIS Cedex 15**

Nos Réf. : 2013/ **405** /DST/SO/PP/BV

Objet : Consultation sur le projet de décision de prolongation de la  
décision n°2010-402 – Bilan et perspectives

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir la position de la Collectivité de Saint-Barthélemy sur la consultation citée en objet. La contribution de la Collectivité à la présente consultation se focalise exclusivement sur la question du transport interurbain interrégional.

En effet, La Collectivité de Saint-Barthélemy est actuellement en train de finaliser son Schéma Directeur d'Aménagement numérique (SDTAN) qui vise le déploiement du très haut débit à moyen terme sur la totalité de l'île. Les premiers câbles de fibre optique seront tirés cette année non seulement pour permettre le dégroupage du second NRA de l'île, mais également pour interconnecter les bâtiments publics.

Dans ce contexte, la Collectivité a été amenée à se poser la question de son interconnexion au réseau mondial et plus précisément la question du coût de cette interconnexion pour les opérateurs de détail. En effet, si la Collectivité souhaite voir se développer sur son territoire des offres commerciales à très haut débit (fixe et mobile), s'appuyant sur un réseau en fibre optique, elle doit tout d'abord déployer une boucle locale fibre (réseau ouvert à tous les opérateurs).

Toutefois, construire une boucle locale en fibre optique n'aurait d'intérêt pour le client final que si et seulement si les opérateurs qui pourraient en être clients seraient en mesure, techniquement et économiquement parlant, de fournir des débits correspondants à ce qu'est une offre très haut débit.

Ainsi, si techniquement, grâce au câble sous-marin GCN reliant St Barthélemy à St Martin, il est tout à fait possible de faire transiter la bande passante d'un réseau FTTH d'environ 6000 prises, économiquement les choses sont beaucoup moins réjouissantes en raison du coût du transit IP qui est environ 100 fois plus élevé ici à St Barthélemy qu'à Paris, New York ou Miami (115€ / Mbs actuellement contre 1€ / Mbs environ). En comparaison avec le tarif pratiqué à Porto-Rico qui peut être considéré comme le prix de référence du marché caribéen, le tarif pratiqué à Saint-Barthélemy est prêt de 7 fois plus élevé. Cet écart continuera à se creuser dans la mesure où l'on observe depuis plusieurs années à Porto-Rico une baisse d'environ 50% du tarif de transit IP chaque année.

Une telle situation ne pourra jamais permettre aux petits opérateurs d'adresser le marché de Saint-Barthélemy et favorise donc de fait les grands opérateurs. En effet, elle risque de conforter la société Mediaserv (en tant qu'opérateur de détail et opérateur de gros via GCN) au détriment des autres opérateurs qui sont de fait dépendants du catalogue tarifaire de GCN. Et le fait que Dauphin et France Telecom Orange demeurent propriétaires d'un lien hertzien entre Saint-Barthélemy et Saint-Martin ne leur permettra pas, avec l'accroissement régulier du trafic (dégrouper du NRA de Lorient, arrivée prochaine d'offres VDSL, projet FTTH) de s'affranchir d'être clients du seul opérateur du câble sous-marin GCN. Il en est de même pour les opérateurs exploitant des réseaux de téléphonie mobile.

Ainsi, si à l'heure de l'ADSL, le taux de contention appliqué par les opérateurs, leur permet de fournir un service de bonne qualité avec des débits satisfaisants pour un prix acceptable, la situation risque de ne pas être la même avec une boucle locale en fibre optique qui va forcément générer une augmentation substantielle de la bande passante à allouer à chaque client, et nécessiter d'absorber des coûts récurrents de transit IP plus élevés. Cette situation sera d'autant plus critique pour la commercialisation d'offres très haut débit de type professionnel avec débit garanti.

La Collectivité de Saint-Barthélemy attache donc une importance à ce que le coût du transit IP à partir de Saint-Barthélemy arrive à un niveau acceptable pour voir le développement d'offres très haut débit dans des conditions économiquement viables. Sans quoi, certains territoires ultra marins de taille réduite, comme l'île de Saint-Barthélemy, ne pourront pas être en mesure d'offrir à leur population de véritables connexions à très haut débit. L'élaboration de notre SDTAN ne peut donc s'envisager qu'en accordant une importance de premier ordre à cette question du coût exorbitant du transit IP à partir de Saint-Barthélemy pour rejoindre les grands nœuds d'échange mondiaux de transit IP.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute et bien respectueuse considération.

Le Président

**Bruno MAGRAS**

